

L'ARGENT DES PAUVRES, LES MILLIARDS DES BANQUES

Alternatives financières et politiques

de Jacques ATLAN

Éditions L'Harmattan, 2012, Collection : « L'esprit économique », Série : « L'économie formelle », 29.50 €, 286 pages.



L'auteur, Jacques ATLAN, est notre camarade et collaborateur de la section économique sur la question des banques depuis de longues années. Il a été cadre (analyste financier-crédits) dans un établissement bancaire et délégué syndical pendant trente ans, membre du Conseil d'administration de cet établissement, membre élu au Conseil d'administration de la Caisse de Retraites.

Depuis la faillite de la banque Lehman Brothers, le capitalisme financier mondialisé est en crise profonde. L'oligarchie financière est largement responsable de cette situation gravissime. Les politiques menées depuis des décennies : dérégulation, dérèglementations, concurrence « libre et non faussée », les traités européens ont conduit au désastre. Le dogme ultralibéral qui laisse aux banques, aux marchés financiers et aux agences de notation le soin de réguler l'économie mondiale, a scellé l'échec de la société capitaliste où l'Argent-roi a pris le pouvoir contre le développement humain.

Ce livre pose la question des alternatives financières, économiques et politiques autres que les sacrifices pour le peuple et la croissance exponentielle des dividendes et des profits pour une minorité. Dans le débat des élections présidentielle et législatives de 2012, se sont esquissées les grandes lignes d'une révolution citoyenne où l'homme retrouverait sa primauté de citoyen. Des mesures sont apparues qui feraient prévaloir des transformations profondes de la société et, principalement, dans la maîtrise des banques privées et des marchés financiers afin de disposer des moyens nécessaires pour combattre efficacement le capitalisme et sortir de sa crise. L'aspiration à une autre société plus juste, plus humaine a grandi ainsi que le besoin de contribuer, individuellement et collectivement, à l'essor d'une nouvelle civilisation.

L'auteur veut libérer la parole et permettre le débat. Il recommande d'ouvrir les livres comptables des banques, de faire le bilan de la catastrophe et chercher les responsables. Il montre comment la finance se développe contre l'humain. Il analyse la course effrénée des banques, pour être plus internationales, plus puissantes. Il montre comment les banques et les marchés financiers sont acteurs de la croissance effrénée des inégalités, en envoyant les entreprises et les États vers les marchés financiers et la financiarisation mondiale, pour socialiser les pertes et privatiser les profits.

Jacques Atlan décrit alors l'articulation entre les bulles financières et le krach. Il analyse l'explosion des déficits, en faisant remarquer qu'ils ne sont pas innocents. Il s'interroge alors sur la nature des marchés financiers, soulignant que les banques reprennent le vieux slogan : responsables mais pas cou-

pables. Puis il s'attache à montrer les liens entre la crise du système capitaliste et les banques, et livre une analyse des grandes banques centrales. Il prend position non pour notre proposition de Pôle financier public mais pour la notion de service public du crédit, idées pas fondamentalement éloignées selon moi si l'on prend le temps du débat, ce que nous souhaitons.

Jacques Atlan fait alors un retour très utile à l'histoire : deux fois nationalisées, deux fois privatisées, les banques françaises ont été pour lui sauvées par les milliards du contribuable, alors que les salariés sont restés sur la touche du processus. Il procède ensuite à la présentation de l'ampleur des fusions-restructurations dans le secteur financier. Il étudie l'évolution des banques françaises, en retrait sur le marché national mais visant une croissance sans limite à l'international, par une analyse fine de l'évolution de la stratégie de plusieurs grandes banques.

Puis il avance l'idée selon laquelle les Banques constitueraient « un capitalisme incestueux et consanguin ». Il revient alors sur les nationalisations du programme du CNR, sur le *Programme commun* de 1972 et les programmes pour 2012. Il souligne l'importance de l'intervention des salariés dans la gestion face à la crise.

Appelant les politiques, les économistes et tous les acteurs à prévenir le prochain krach, il s'interroge enfin sur les responsabilités des gouvernements qui ont donné tous les pouvoirs à la finance dérégulée, dérèglementée, mondialisée. Dans l'espoir de leçons à tirer pour l'avenir. ■

Compte rendu de lecture par
Catherine Mills